

Arrêté municipal n° 2025-111

Objet : Autorisation d'occupation temporaire du  
domaine public devant le 26 rue Ollivier  
Perrin le 09 mai 2025.

Le Maire de la commune de ROSTRENEN,

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4, L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-2-2° et 2213-4 du code Général des Collectivités Territoriales;  
**Vu** le code pénal, et notamment l'article R 610-5 ;  
**Vu** le code de la route, et notamment l'article R 411-8 ;  
**Vu** l'arrêté interministériel sur la signalisation routière, huitième partie;  
**Vu** Les tarifs en vigueur suite à la délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2024

**Considérant** L'octroi d'une occupation prolongée du domaine public fait l'objet d'une redevance d'occupation temporaire.  
**Considérant** La demande d'occupation du domaine public sollicité par Mme Guillard Elodie le 30 avril 2025.  
En l'espèce, la sollicitation consiste en la privatisation du domaine public dans le cadre de travaux pour l'amélioration d'une habitation en centre-ville.

**ARRETE**

ARTICLE 1

Il est alloué une occupation du domaine public au profit Mme Guillard Elodie aux conditions suivantes :

- **Durée d'occupation : 09 mai 2025 .**
- Emplacement : 15 m<sup>2</sup> correspondant à l'emprise de dépôt de matériaux sur la voie publique, **située devant le 26 rue Ollivier Perrin.**
- Engagement du bénéficiaire : il prévendra la Ville en cas de dépassement de la période, sachant que le montant supplémentaire de la redevance sera égal à 0,40 €/m<sup>2</sup>/jour.
- Rappel des conditions d'une occupation temporaire du domaine public : toute occupation non autorisée sera facturée au triple du tarif x 3. Si une dégradation est constatée après occupation du domaine public, il est facturé la remise en état sur la base d'un devis établi par l'entreprise titulaire du marché de voirie.

ARTICLE 2 :

L'interdiction de stationner en dehors du bénéficiaire de l'AOT sera matérialisée par un barriérage et une signalisation réglementaire où sera affichée une ampliation du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 :

Le Directeur général des services municipaux et le Commandant de la brigade de gendarmerie de Rostrenen sont chargés de s'assurer de l'exécution du présent arrêté.

Rostrenen, le 30 mai 2025

Le Maire,  
Guillaume ROBIC

